

Iran : intensification de la répression et du harcèlement des militants sociaux et des ouvriers

lundi 22 novembre 2021, par [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#) (Date de rédaction antérieure : 15 novembre 2021).

Depuis l'arrivée de Rayissi au poste de président, la répression s'est nettement accrue contre les militants ouvriers, les écrivains, les avocats, les militants sociaux et les défenseurs des droits de l'homme. Avant son élection en tant que président de la République islamique, Ibrahim Rayissi se trouvait à la tête du pouvoir judiciaire et dans le passé, il faisait parti de l'équipe (l'escadron) de la mort ; qui a exécuté clandestinement, en 1988, des milliers de prisonniers politiques dans les prisons d'Evine et de Gohar Dasht.

Depuis le début du mois d'octobre, plus de 50 militants ouvriers et sociaux de tout l'Iran ont été convoqués par les organes de sécurités et subirent des interrogatoires. Cette répression s'étendait aussi sur les personnes qui passent actuellement leurs peines anciennes dans les prisons du régime.

Nous donnons quelques exemples de cette répression dans ce qui suit :

Assal Mohammadi et Hiran Pirbodaghi sont des défenseurs des droits des travailleurs. Le 6 novembre 2021, les forces de sécurités les ont arrêtés après avoir fouillé leurs domiciles. Hiran Pirbodaghi a prévenu sa famille par téléphone, qu'il a été envoyé à la cellule 209 de la prison d'Evine qui est contrôlé par le ministère de l'information.

31 octobre 2021, Jafar Ebrahimi ; contrôleur du conseil de coordination des organisations professionnelles de l'enseignement iranien, été jugé sous des fausses accusations par le tribunal central de Karaj. En plus il doit être rejugé le 17 novembre au tribunal révolutionnaire de Karaj pour la propagande contre le régime et action contre la sécurité nationale. En Azarbayjan, Latif RouziKhah, membre de la direction du centre professionnel des enseignants du département, a été convoqué par le tribunal révolutionnaire de Jolfa et doit être jugé pour l'accusation sans fondement de « propagande contre le régime ». Le même chef d'accusation assorti d' « insulte à dirigeant suprême, blasphème et propagation de rumeurs » ont été retenus contre Mahmoud Maléki qui doit être jugé le 16 novembre. Il est membre de la direction du centre professionnel des enseignants de Bouchehr.

Sepideh Gholian, journaliste et défenseur des droits des travailleurs, a été arrêtée par près 30 agents de sécurité qui ont pris violemment d'assaut le domicile de ses parents. Elle y passait un congé à l'extérieur de la prison. Au début elle a été transférée à un endroit inconnu, ensuite le 14 octobre transportée d'Ahwaz à Bouchehr, ensuite envoyé à la cellule 209 de la prison d'Evine. Sepideh Gholian a été réincarcéré pour purger le reste de sa peine de 19 ans d'incarcération requis contre elle à cause du rapport qu'elle avait fait en 2018 sur la grève de travailleurs de Haft Tappeh.

Six militants des travailleurs incarcérés dans la prison de grand Téhéran, ont aussi été victimes de violences le 9 octobre 2021. A cette date, Chapour Ehsani Rad, membre de l'union libre de

travailleurs d'Iran ainsi que Isamaïl Grami, professeur retraité, et quatre autres militants politiques ; Pouya Ghobadi, Akbar Bagheri, Akbar Faraji et Akbar Chirazi ont été attaqués par une horde de prisonniers de droit commun dangereux, et passés à tabac sans raison. L'Organisation indépendante des travailleurs en Iran, rapporte que cette attaque a été organisée en commun accord avec les responsables de la prison dans le but de se venger des prisonniers politiques. Les assaillants étaient armés de couteaux et des objets coupants. Ceci a conduit à plusieurs blessés ayant besoin de soins médicaux. La République Islamique ne reconnaît pas les statuts de prisonnier politique et par conséquent les prisonniers politiques sont souvent mélangés et enfermés consciemment avec les prisonniers dangereux dans les mêmes lieux ou cellules.

Khosrow Sadeghi Broujeni, journaliste et chercheur dans le domaine de travail et économie politique, a pour la première fois été arrêté le 8 mai 2019. Il a été condamné à la cour d'appel de Téhéran à 5 ans de détention. Le chef d'accusation était rassemblement et complot dans le but de commettre un délit contre la sécurité nationale et internationale du pays. Il a été de nouveau arrêté en août et incarcéré en prison d'Evine où il purge actuellement sa peine. Récemment son état de santé s'est dégradé mais les responsables de la prison l'empêchent de consulter les médecins.

Les avocats, Mostafa Nili, Arach Keykhosravi et Mehdi Mahdavian, des militants sociaux, ont été arrêtés, il y a un mois, au moment où ils préparaient un dossier de mise en accusation d'Ali Khamenéï, le guide de la République Islamique, Hassan Rouhani, l'ex président et son ministre de la santé qu'ils accusaient de l'assassinat non intentionnel des citoyens suite à la pandémie de corona-covid5. Récemment, dans une lettre adressée au « comité de surveillance de la bonne exécution de la loi et le respect des libertés légales », ont annoncé qu'à cause de refus de signer un engagement écrit pour renoncer à poursuivre leur acte d'accusation, ils ont été mis sous pression psychologique en la prison et emprisonnés dans des cellules d'isolement individuelle.

En septembre 2021, Madame Farzaneh Zilabi, avocat, a été condamné par le tribunal révolutionnaire d'Ahwaz à un an de prison et deux ans d'interdiction de voyager à l'étranger. Elle a été jugée à cause d'avoir défendue les droits des travailleurs de Haft Tappé. L'avocat de Madame Zilabi a fait appel et les travailleurs de Haft Tappé ont demandé le rejet immédiat et sans condition de la totalité des accusations portées contre Madame Zilabi.

Intensification des protestations ouvrières

De l'avis des organisations indépendantes des travailleurs, l'augmentation de la répression et des harcèlements des militants ouvriers par la République islamique ont pour objectif le contrôle et la répression des grèves qui se déroulent dans diverses parties du pays. Par exemple, seulement le mois dernier, nous étions témoin de plusieurs actions de protestation dans l'ensemble du pays. À l'appel du conseil de coordination des organisations professionnelles des enseignants d'Iran, seulement le 11 novembre, les enseignants actifs et retraités de 27 départements et 62 villes ont organisé des manifestations.

Les enseignants demandaient des augmentations de salaire, l'amélioration des droits à la retraite et la fin de privatisation de l'enseignement. Juin 2021, des milliers de travailleurs des pétrochimies et de l'industrie de gaz à Assalouyé ont fait grève pour l'augmentation de salaire, amélioration des conditions de travail et la fin de la mainmise des sociétés privées contractuelles. Cette grève a été soutenue par les organisations des enseignants, des retraités, des organisations ouvrières indépendantes et les familles qui ont perdu un de leur membre pendant la répression sanglante des manifestations du décembre 2019 par les forces de répression du régime. Cette grève continue encore par un certain nombre de travailleurs contractuelles qui n'ont pas eu gain de cause.

A l'entreprise de la sucrerie de Haft Tappeh, pendant 5 ans les travailleurs ont fait grève à nombreuses reprises pour des revendications telles que le paiement des salaires, fin de la privatisation de l'entreprise et le jugement des entrepreneurs privés pour détournement des fonds et corruption financière. Finalement, début octobre, le régime a été obligé de reculer et les entrepreneurs privés ont été condamnés à la peine de prison de longue durée et l'entreprise est redevenue la propriété de l'Etat.

En somme, suivant les rapports collectés et diffusés par l' « l'alliance internationale pour le soutien des travailleurs en Iran », nous constatons près de 1900 grèves et protestations ouvrières des travailleurs des secteurs d'Etat ou privé. Ces protestations se manifestent dans une atmosphère de répression intense des organisations indépendantes des travailleurs et de piétinement du droit à l'organisation. Mais les travailleurs utilisent des tactiques diverses comme l'organisation des comités de grève, des assemblés généraux et des élections de délégués pour faire entendre leur voix.

15 novembre 2021

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luites

P.-S.

- Réseau Syndical International de Solidarité et de Luites :
<https://www.laboursolidarity.org/Iran-tensification-de-repression>